

Publié le 17 septembre 2021

11 septembre : les ambiguïtés de la guerre américaine

Vingt ans après, l'Amérique s'est recueillie lors de cérémonies d'hommage aux victimes des attentats du 11 septembre 2001. Mais la réponse américaine à ces attaques n'a pas été très claire, loin de là. Ou, si elle l'a été, ce n'est pas dans le sens que l'on croit...

La déclassification par la CIA, à partir de 2017, de nombreuses archives relatives à Ben Laden, y compris ses notes écrites et ses correspondances, donne une bonne compréhension à la fois de ses succès et de ses échecs, et montre en particulier que l'importance de sa menace, après le drame initial de la destruction des tours jumelles le 11 septembre 2001 et la réponse militaire de l'invasion américaine de l'Afghanistan à partir d'octobre 2001, a été largement surévaluée¹.

En effet, dès l'attaque américaine, de nombreux chefs d'Al Qaeda furent tués ou capturés, et Ben Laden lui-même se réfugia dans une région autonome, administrée par les talibans, au nord du Pakistan. À la suite de cela, ses communications et, partant, ses possibilités d'action furent considérablement amoindries, ce qui fait que ses tentatives pour élargir son mouvement révolutionnaire furent une longue suite d'échecs à peu près partout, sauf peut-être au Maghreb, avec AQMI, jusqu'à son exécution par les forces spéciales américaines le 2 mai 2011. Un moment, il a cru que l'invasion de l'Iraq en 2003 lui donnerait une bouffée d'air politique, mais les tentatives de s'agréger les mouvements sunnites rebelles irakiens n'ont jamais vraiment abouti.

Quels étaient les objectifs américains ?

À partir de cela, il est légitime de se demander quels étaient les objectifs américains, et si les actions menées étaient cohérentes par rapport à ces objectifs. En effet, si Ben Laden était déjà sinon impuissant, du moins fortement affaibli, peu de temps après la guerre afghane – ce que les services américains ne pouvaient pas ignorer –, pourquoi avoir poursuivi ensuite urbi et orbi la « guerre contre la terreur² » proclamée par Georges W. Bush, avec son porte-voix, sur les gravats encore fumants des tours, puis devant le Congrès ?

En toute logique, une fois le territoire afghan « sécurisé », c'était aux services spéciaux, et non aux chars, de prendre la relève, de débusquer le terroriste et de le liquider, comme cela sera fait finalement dix ans plus tard. Aucun intérêt, certainement, à poursuivre la guerre, à faire prendre des risques aux « boys », à dépenser des sommes astronomiques pour transformer en « démocratie » un pays que les analystes savent irréductible depuis toujours, tous les envahisseurs modernes, depuis les Anglais en passant par les Russes, s'y étant cassé le nez. Et que l'on ne dise pas que l'on cherchait à « apporter la civilisation aux Afghans arriérés ». Depuis février 1945 et le Pacte du

1 - Voir foreignaffairs.com.

2 - « War against terror ». Voir sur [Youtube](https://www.youtube.com).

Quincy³, les USA sont indéfectiblement alliés à l'un des régimes les plus arriérés du monde, l'Arabie saoudite, et ils n'ont jamais cherché à le faire changer....

Tout cela tend à faire croire que l'objectif de l'élimination de Ben Laden n'était pas le seul objectif, loin s'en faut, et même qu'il a pu être le prétexte d'une opération beaucoup plus large, conçue dès le départ, ou peu de temps après, par Bush et son entourage, poursuivie ensuite par Obama, opération puissamment «vendue» aux pays occidentaux et aux opinions, et que ceux-ci ont copieusement «gobée» pendant près de vingt ans, sans beaucoup oser la critiquer, jusqu'à ce que Trump, toujours lui, vienne y mettre fin. En d'autres termes, il est permis de se demander si Bush et ses conseillers n'ont pas vu, dans cette intrusion dramatique du terrorisme islamique sur le sol américain, une occasion extraordinaire d'augmenter, partout et considérablement, leur pouvoir d'influence, et du même coup de nourrir le Moloch du lobby militaro-américain, avec une guerre sans fin, ce qui leur assurait, en retour, un appui politique fort important.

Les arguments en faveur d'une guerre à outrance

Plusieurs arguments militent dans ce sens :

- D'abord, l'expression «*War against terror*». En effet, si elle n'a aucun sens sur le plan géopolitique (on ne fait pas la guerre à «la terreur»), elle en a par contre un sur le plan idéologique, parce qu'elle est tellement large et floue qu'elle permet de justifier à peu près n'importe quoi et de porter ses coups sur tous les théâtres, et encore plus si l'on affirme avoir le droit de le faire de façon «préventive». En définissant ainsi la réponse à l'attaque de Ben Laden, les Américains ouvraient donc à leur armée (et à tous leurs fournisseurs d'armes et de «sécurité») un «marché» illimité, dans l'espace et dans le temps. Ceci n'avait rien d'étonnant, lorsque l'on connaît l'entourage de Georges W. Bush, des «néo-cons» prêts à en découdre et à changer le monde» par les armes partout sur la planète : Dick Cheney, Colin Powell, Donald Rumsfeld, Condoleezza Rice, tous très proches, sous une forme ou sous une autre, des lobbies militaro-industriel et pétrolier américains⁴.
- L'invasion ultérieure de l'Iraq, à partir de 2003, justifiée par les prétextes les plus fallacieux⁵, confirme cette thèse. Là aussi, la brutalité intrinsèque du régime de Saddam Hussein, habilement mélangée à sa dangerosité terroriste supposée, ne pouvait servir de raison⁶, les Américains n'ayant aucun scrupule à s'allier aux pires régimes par ailleurs, comme nous l'avons dit. Malgré tout, l'opération fut décidée et exécutée tambour battant, à la stupéfaction de Richard Clarke, le chef du service antiterrorisme de la Maison blanche, qui raconta la chose dans un passionnant ouvrage⁷. On sait quel fut le fiasco de cette

3 - Accord qui scelle l'alliance entre les USA et l'Arabie saoudite, protection contre pétrole, signé sur le croiseur USS Quincy entre le roi Ibn Séoud et le Président Roosevelt le 14 février 1945. Il est la base des relations indéfectibles entre les deux pays. Voir Pacte du Quincy sur [Wikipédia](#).

4 - Voir [lorientlejour.com](#).

5 - Tout le monde se souvient de Colin Powell agitant une fiole de talc à l'ONU en prétendant qu'il s'agissait d'anthrax produit par l'Iraq, pour justifier l'invasion de ce pays ([dailymotion.com](#) ; [manuelnumeriquemax](#)).

6 - Alors que c'est Donald Rumsfeld lui-même, le conseiller de Bush, qui avait vendu autrefois à Saddam le gaz moutarde avec lequel il avait gazé ses adversaires iraniens, puis les villages kurdes résistants... Voir [larevue.info](#).

7 - Richard CLARKE, *Contre tous les ennemis. Au cœur de la guerre américaine contre le terrorisme*, Albin Michel, 2004. Richard Clarke pense que les USA ont gravement sous-estimé la menace terroriste avant les événements du 11 septembre. Ceci ne contredit pas notre thèse comme quoi les mêmes USA ont surestimé (volontairement, pensons-nous) cette même menace après qu'ils ont écrasé Al Qaeda et ont exilé ses chefs au Pakistan.

tentative qui conduisit, entre autres choses, au surgissement de Daech, constitué en partie par les officiers sunnites de l'armée irakienne mis au rancart, à la guerre sanglante contre cette entité, à l'élimination de son chef Abu Bakr Al Baghdadi⁸, à l'état actuel lamentable de ce pays⁹, et finalement au départ définitif des troupes américaines du pays à la fin de l'année 2021. Un incroyable gâchis. Mais tout n'aura pas été perdu pour les fournisseurs d'armes et de sécurité américains...

- À cette folie belliciste, Obama avait paru, dans son discours du Caire de 2009, apporter une rupture. En réalité, il n'en était rien, d'abord, parce qu'il n'apportait pas de réponse concrète aux occupations de l'Iraq et de l'Afghanistan, ensuite parce qu'il instaurait, bien qu'il dise qu'il souhaitait leur «tendre la main», un principe de «démocratisation» nécessaire des États du Moyen-Orient, c'est-à-dire un jugement de valeur politique laissant la porte ouverte, là aussi, à la possibilité d'une intervention en «dernier ressort». Non pas une rupture donc, mais du *Bush soft*, en quelque sorte, comme l'affirma Noam Chomsky¹⁰.
- Pour ce qui concerne l'Afghanistan lui-même, l'opération a totalement dépassé, on l'a vu, l'éradication simple d'Al Qaeda. De plus, l'Amérique ne compte pas plus de 1 % de musulmans. Autant dire que les risques de déstabilisation des USA par des islamistes sont pratiquement nuls. Or les Américains ont dépensé dans ce pays, en vingt ans, près de 2 000 milliards de USD. Était-ce stratégique ? Était-ce nécessaire ? Rien ne permet de le penser. Était-ce économiquement une bonne opération pour le lobby militaro-industriel américain ? Sur ce plan, c'est indubitable, et c'est même extraordinaire. Pour le contribuable américain, par contre, l'addition a été bien salée...

Dès le début, on voyait bien que les ficelles de la «guerre contre la terreur» étaient énormes. Pour autant, les critiques à l'égard des raisons de guerre américaines, depuis vingt ans, ont été bien faibles, à droite et à gauche. À part Chirac, qui refusa l'invasion de l'Iraq en 2002, la lâcheté occidentale a été sans limites. Les cérémonies commémoratives du 11 septembre sont-elles enfin l'occasion d'un bilan ? Rien ne semble le montrer... Qu'est devenue la lucidité ? Qu'est devenu le sens critique ?

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

8 - En Syrie, le 27 octobre 2019.

9 - Qui était, à l'époque de Saddam, l'un des plus modernes du Moyen-Orient.

10 - Voir sur [Wikipedia](https://fr.wikipedia.org/wiki/Noam_Chomsky).